

FLASH INFO – Le syndicat Force ouvrière du Groupement hospitalier mutualiste (GHM) de Grenoble appelle à un (nouveau) rassemblement devant l'établissement lundi 9 janvier 2023. Objectif ? Attaquer, encore une fois, la gestion du groupe Avec, anciennement Doctegestio, repreneur de la Clinique mutualiste en 2020. Et l'organisation syndicale de franchir un nouveau cap en demandant la « *mise sous tutelle* » du GHM.

Le but de cette mise sous tutelle, que le syndicat appelle de ses vœux ? « *Enlever le carnet de chèque au président du groupe Avec* », explique-t-il dans son appel à manifester. En octobre 2022, les salariés de la Clinique mutualiste avaient d'ailleurs déjà observé un débrayage pour protester contre la ponction de plusieurs millions d'euros dans la trésorerie de l'établissement de santé, en faveur du groupe.

Alors qu'un nouveau prêt de 2,7 millions d'euros devrait être soumis au conseil d'administration du GHM lundi 9 janvier, le syndicat appelle donc à une « *journée Clinique mutualiste en deuil* », le même jour, entre 12 heures et 14 heures. « *Les membres du CA étant des salariés du groupe Avec, il n'y a pas d'illusion sur le vote* », ajoute le syndicat. En 2022, deux administrateurs qui avaient refusé un transfert financier équivalent avaient en outre été priés... de quitter le conseil d'administration.

« *Ce prêt porte à 10.7 millions d'euros les prêts effectués depuis 2022 et il n'y a que 1.5 million qui avaient été remboursés en mai. Il y a donc toujours 9.2 millions dehors* », écrit encore Force ouvrière. Qui ajoute à la somme « *4 millions d'euros dans le cadre de convention de prestation de service dont les prestations ne sont aucunement démontrées* ». Des manœuvres « *illégales* » aux yeux de l'organisation, qui doit attendre les résultats d'une plainte déposée au mois de juin 2022.

« *Le groupe est dans une situation financière catastrophique et, en prenant l'argent de notre trésorerie, [il] risque de nous entraîner dans sa chute* », insiste Force ouvrière. Qui veut également « *alerter les pouvoirs publics sur leurs responsabilités dans cette affaire* ». En octobre 2022, le groupe Avec avait, pour sa part, dénoncé un « *combat stérile* » de la part des syndicalistes. Et indiqué que le GHM « *se redress[ait] grâce au travail de tous* ».